

AU CŒUR DE VOTRE CROISSANCE

RAPPORT FINANCIER
INTERMÉDIAIRE 2017

 **Desjardins**
Capital régional
et coopératif



LE RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE COMPREND :

- LE RAPPORT DE GESTION
- LE RAPPORT DE LA DIRECTION
- LES ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS AUDITÉS COMPLETS, INCLUANT LES NOTES ET LE RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
- LE RELEVÉ AUDITÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS
- LE RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS
- LE RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR DES FONDS SPÉCIALISÉS ET PARTENAIRES



CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2017.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES ⁽¹⁾

(en milliers de \$, sauf indication contraire)

	30 JUIN 2017 (IFRS)	31 DÉC. 2016 (IFRS)	31 DÉC. 2015 (IFRS)	31 DÉC. 2014 (IFRS)	31 DÉC. 2013 (IFRS)	31 DÉC. 2012 (PCGR)
Produits	25 417	44 449	45 269	44 422	51 982	53 491
Gains sur investissements	60 001	78 869	64 035	42 884	10 670	42 376
Bénéfice net	68 700	85 957	74 806	49 245	24 950	53 435
Actif net	1 811 480	1 789 417	1 642 076	1 502 462	1 470 576	1 356 446
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	131 412	134 944	130 183	124 665	126 165	118 243
Ratio des charges opérationnelles totales ⁽²⁾ (%)	1,6	2,0	1,9	2,1	2,0	2,4
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽²⁾ (%)	1,6	2,2	2,0	2,2	2,2	2,4
Taux de rotation du portefeuille :						
– Investissements à impact économique québécois (%)	7	11	19	19	16	23
– Autres investissements (%)	42	126	131	102	108	67
Ratio des frais d'opération ⁽³⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	101 289	104 317	102 222	96 236	100 861	103 052
Émission d'actions ordinaires	1 523	133 401	149 882	62 906	149 995	149 994
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	18	1 579	1 750	764	1 739	–
Rachat d'actions ordinaires	48 142	70 438	83 324	79 501	59 075	67 410
Investissements à impact économique québécois au coût	847 799	787 142	738 596	675 355	671 547	625 414
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	1 022 414	921 518	817 199	710 923	733 907	659 045
Fonds engagés mais non déboursés	148 962	189 121	171 082	193 764	227 593	142 350

⁽¹⁾ Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels et intermédiaires audités de CRCD. Pour le premier semestre 2017 et les exercices 2013 à 2016, les données financières sont présentées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les données financières de l'exercice 2012 sont présentées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») alors en vigueur.

⁽²⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global par l'actif net à la fin de la période ou, par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est calculé de la même manière, mais en ajoutant les frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net au total des charges.

⁽³⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE

(en \$)

	30 JUIN 2017 (IFRS)	31 DÉC. 2016 (IFRS)	31 DÉC. 2015 (IFRS)	31 DÉC. 2014 (IFRS)	31 DÉC. 2013 (IFRS)	31 DÉC. 2012 (PCGR)
Actif net par action ordinaire au début de la période / de l'exercice	13,26	12,61	12,05	11,66	11,47	11,02
Augmentation attribuable à l'exploitation	0,52	0,66	0,59	0,40	0,20	0,46
Intérêts, dividendes, honoraires de négociation et distributions	0,19	0,34	0,35	0,36	0,41	0,46
Charges d'exploitation	(0,11)	(0,26)	(0,23)	(0,25)	(0,23)	(0,28)
Impôts sur les bénéfices	(0,01)	(0,03)	(0,03)	(0,06)	(0,07)	(0,09)
Gains (pertes) réalisés	0,04	0,18	0,29	0,52	0,03	0,48
Gains (pertes) non réalisés	0,41	0,43	0,21	(0,17)	0,06	(0,11)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	0,00	(0,01)	(0,03)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Actif net par action ordinaire à la fin de la période / de l'exercice	13,78	13,26	12,61	12,05	11,66	11,47

APERÇU

CRCD a clôturé son premier semestre 2017 avec un bénéfice net de 68,7 M\$ (40,0 M\$ pour la même période en 2016), soit un rendement non annualisé de 3,9 % (2,5 % au 30 juin 2016), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 13,78 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 juin 2017, comparativement à 13,26 \$ à la fin de l'exercice 2016. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements et de connaître des variations plus modestes lors de fluctuations importantes des marchés. CRCD connaît d'ailleurs un rendement favorable depuis plus de huit ans.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement non annualisé de 7,3 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2017, comparativement à un rendement de 5,0 % pour la même période un an plus tôt. Au 30 juin 2017, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 847,8 M\$ dont 110,6 M\$ ont été déboursés durant le premier semestre 2017. Au 30 juin 2017, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 149,0 M\$. Les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 70,4 M\$.

L'activité des autres investissements a généré un rendement non annualisé de 2,5 % pour le premier semestre de 2017, comparativement à un rendement non annualisé de 2,6 % pour la période correspondante de 2016. Au cours du semestre, les émissions d'actions ordinaires se sont élevées à 1,5 M\$, soit le solde de l'émission 2016 qui s'est terminée comme prévu le 28 février 2017, pour ainsi atteindre le maximum autorisé de 135 M\$. La période de souscription pour l'émission 2017 débutera à compter de l'automne. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscriptions » du présent rapport. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 48,1 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 811,5 M\$. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2017 était de 101 289. Au 30 juin 2017, le solde des actions éligibles au rachat s'élevait à près de 749 M\$.

VISION DE CRCD SUR L'ENTREPRENEURIAT QUÉBÉCOIS

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois nécessaires à la santé de l'économie de la province.

Dans la réalisation de sa mission, CRCD vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

AU CŒUR DE LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCD agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

CRCD a développé des offres innovatrices misant sur une démarche et une documentation simplifiée et moins onéreuse qui se caractérisent par leur flexibilité.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de ses partenaires actuels et potentiels, CRCD visite de façon continue les entrepreneurs à travers la province afin de les informer quant aux perspectives économiques de leur région, tout en profitant de témoignages d'entrepreneurs régionaux. Les entreprises partenaires de CRCD ont la possibilité aussi de faire valoir leur expertise et de faire connaître leurs produits et services par l'entremise d'activités ou de plateformes de réseautage ciblant de larges auditoires.

Cette proximité terrain donne lieu à des échanges enrichissants tout en permettant à CRCD de toujours mieux cibler et répondre aux besoins des entrepreneurs. Ainsi, CRCD contribue à créer des ponts et des alliances entre les différentes entités de nos réseaux d'entrepreneurs et de professionnels que ce soit pour favoriser des échanges commerciaux, créer des partenariats d'affaires ou initier des acquisitions.

Notre accompagnement va bien au-delà du partage de notre vaste réseau interne et externe de relations d'affaires. Diverses ententes ont été négociées, tantôt chez Desjardins tantôt avec d'autres firmes externes spécialisées, pour offrir à nos entrepreneurs des services à valeur ajoutée dans la poursuite de leurs objectifs.

Qui plus est, CRCD offre du soutien sur mesure pour l'implantation et le suivi d'une saine gouvernance des PME qui apportent une valeur ajoutée indéniable aux entrepreneurs. Toujours très actif en la matière, CRCD possède un bassin de quelque 200 administrateurs d'une compétence et d'une richesse inégalée dans l'industrie. Leur rôle est d'aider les entrepreneurs à implanter un forum de gouvernance en appui à la croissance de leurs affaires. Ils sont formés régulièrement, reçoivent des outils de travail et sont évalués afin de pouvoir répondre efficacement aux besoins des entreprises avec lesquelles ils collaborent. Notre modèle de gouvernance entrepreneuriale basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise est une forme d'accompagnement unique et très appréciée des entrepreneurs partenaires.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES

En général, les places boursières à travers le monde ont continué de progresser au cours du deuxième trimestre de 2017. La bonne performance de l'économie mondiale et l'augmentation des profits des entreprises, en particulier aux États-Unis, ont soutenu les bourses. L'élection d'Emmanuel Macron en France expliquerait l'optimisme des investisseurs à travers le monde. Les derniers mois ont cependant été plus difficiles pour les cours pétroliers. Ceux-ci sont redescendus temporairement en dessous de 45 \$US le baril alors que la poussée de la production américaine de pétrole fait craindre le maintien d'un surplus sur le marché mondial. Cette dernière situation et le retour de certaines inquiétudes concernant le système financier canadien ont désavantagé la Bourse de Toronto. Les taux obligataires de long terme ont généralement reculé alors que certains investisseurs semblent toujours douter de la santé de l'économie mondiale et ont revu à la baisse leurs anticipations d'inflation.

Malgré tout, si les investisseurs semblent demeurer assez prudents, les banques centrales paraissent très encouragées par les signes d'accélération de l'activité économique et par la bonne performance du marché du travail dans plusieurs économies. Aux États-Unis, la Réserve fédérale américaine (FED) a procédé à une troisième hausse trimestrielle consécutive de 0,25 % de ses taux directeurs à la mi-juin et elle devrait commencer à réduire graduellement sa détention de titres obligataires en seconde moitié de 2017. Les banques centrales d'Europe ont aussi continué à adopter un ton plus positif. Un changement de discours est survenu au Canada où les autorités monétaires se questionnent ouvertement à savoir si les deux baisses de taux de 2015 ne devraient pas être renversées. Alors que les capacités excédentaires de l'économie canadienne disparaissent rapidement, une première hausse des taux directeurs canadiens est ainsi survenue en juillet 2017. Ces anticipations de resserrement monétaires ont permis au dollar canadien de terminer le trimestre aux environs de 0,77 \$US malgré la faiblesse des cours pétroliers. La poursuite d'un resserrement graduel des politiques monétaires en Amérique du Nord laisse entrevoir une tendance haussière pour les taux obligataires au cours des prochains trimestres. Ces derniers devraient tout de même demeurer faibles d'un point de vue historique alors que l'inflation devrait demeurer contrôlée.

La situation s'améliore pour l'économie mondiale. Les indicateurs avancés de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) portant sur les pays industrialisés ainsi que les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) pointent vers le haut. Il y a aussi une progression assez généralisée des indices de confiance des ménages et des entreprises. Le commerce mondial semble également sur une meilleure lancée. De plus, une atténuation des risques politiques qui pesaient lourdement sur les perspectives économiques a été constatée.

Les bonnes nouvelles se succèdent aux États-Unis, notamment au sein du marché du travail. Le taux de chômage est descendu à 4,3 % en mai 2017, un niveau qui se situe sous le creux du cycle économique précédent. Les indices de confiance des ménages et des entreprises se sont améliorés depuis l'automne 2016. Cependant, les résultats du premier trimestre de 2017 du PIB réel ont été décevants, mais un rebond printanier est survenu, et ce, même si certains indicateurs ont connu des résultats sous les attentes. L'investissement des entreprises repose notamment sur des bases plus solides. Les difficultés politiques de l'administration Trump amènent à changer certaines hypothèses concernant les mesures qui devraient être mises de l'avant par la nouvelle administration. Les prévisions de croissance du PIB réel américain sont de 2,3 % pour l'année en cours et de 2,4 % pour 2018.

Au Canada, l'économie affiche une bonne tenue depuis la mi-2016. Après des gains respectifs de 4,2 % et de 2,7 % (à rythme annualisé) au troisième et au quatrième trimestre de 2016, le PIB réel a bénéficié d'une croissance de 3,7 % au premier trimestre de 2017. En outre, la demande intérieure a augmenté de 4,7 % à l'hiver 2017 grâce à une forte progression des dépenses de consommation des ménages, à un rebond des investissements des entreprises en machines et matériels ainsi qu'à une croissance soutenue des investissements résidentiels. Même si certains risques subsistent, les perspectives de croissance pour l'économie canadienne sont assez bonnes pour l'année 2017 alors qu'un gain de 2,7 % du PIB réel est attendu. Une croissance de 2,0 % est prévue pour 2018.

Au Québec, la vigueur de l'économie au premier trimestre permet de démarrer l'année 2017 en force puisque le PIB réel a augmenté de 4,3 %, à rythme annualisé. Le fait que toutes les composantes de la demande intérieure affichent une progression et que les ménages aient un rôle dominant confirme que la croissance économique repose sur des bases solides. La consommation est soutenue, le secteur résidentiel se porte bien et les dépenses des entreprises et des gouvernements sont en croissance. Le manque de vigueur des exportations au premier trimestre se constate dans un contexte où l'économie américaine a peu progressé pendant cette période, et ce, même si le dollar canadien est demeuré autour de 0,75 \$US. Il n'est pas certain que les exportations internationales se redresseront à compter du deuxième trimestre. La montée du protectionnisme américain rend incertaine la trajectoire des exportations internationales du Québec. La vitalité de la demande intérieure permet de compenser amplement les difficultés du commerce extérieur. Les résultats du printemps risquent toutefois d'être affectés négativement par le climat particulièrement difficile qui a ralenti plusieurs activités saisonnières, notamment les achats pour la période estivale. Malgré cela, la progression du PIB réel devrait franchir le cap des 2 % en 2017.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 68,7 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2017, soit un rendement non annualisé de 3,9 %, comparativement à un bénéfice net de 40,0 M\$ (rendement non annualisé de 2,5 %) pour la même période en 2016. L'actif net par action augmente ainsi à 13,78 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin du semestre, comparativement à 13,26 \$ à la fin de l'exercice 2016. À titre indicatif, au prix de 13,78 \$ entrant en vigueur le 17 août 2017, un actionnaire, ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 13,3 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 17 août 2010.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements non annualisés respectifs de 7,3 % et de 2,5 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,1 % sur le rendement non annualisé de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, CRCD devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	30 JUIN 2017				30 JUIN 2016			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois *	971	54,8	7,3	3,8	845	52,0	5,0	2,5
Autres investissements et encaisse	802	45,2	2,5	1,2	780	48,0	2,6	1,3
	1 773	100,0	5,0	5,0	1 625	100,0	3,8	3,8
Charges, nettes des frais d'administration			(1,0)	(1,0)			(1,1)	(1,1)
Impôts sur les bénéfices			(0,1)	(0,1)			(0,2)	(0,2)
Rendement de CRCD			3,9	3,9			2,5	2,5

* Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les billets à payer et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 111,6 M\$ et des cessions de 57,7 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 53,9 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 48,2 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 1 023,3 M\$ au 30 juin 2017 (921,2 M\$ au 31 décembre 2016). La somme des investissements réalisés au cours du premier semestre de 111,6 M\$ est principalement attribuable aux investissements faits dans cinq entreprises pour un montant global de 80,1 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 25,2 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 149,0 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 189,1 M\$ au 31 décembre 2016. Les engagements totaux au coût au 30 juin 2017 s'élevaient à 996,8 M\$ dans 91 entreprises, coopératives et fonds, dont 847,8 M\$ ont été déboursés. Au 30 juin 2017, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 430 entreprises, coopératives et fonds.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 24,0 M\$ (25,2 M\$ au 31 décembre 2016) découlent en grande partie de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par CRCD. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2017, CRCD a remboursé des passifs financiers d'une valeur de 1,5 M\$ et la juste valeur des billets et passifs financiers a été ajustée à la hausse de 0,3 M\$, à la suite de hausses de valeurs constatées sur les investissements sous-jacents.

Au cours du premier semestre 2017, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 66,4 M\$, soit un rendement de 7,3 %, comparativement à 40,4 M\$ pour la même période en 2016 (rendement de 5,0 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers de \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2017	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016
Produits	18 570	13 192
Gains et pertes	47 870	27 196
	66 440	40 388

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. La hausse des produits de 5,4 M\$ entre les deux semestres s'explique principalement par des dividendes plus élevés. Les honoraires de négociation, représentant 2,0 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2017 (1,4 M\$ pour la même période en 2016), sont gagnés par Desjardins Capital de risque inc. (DCR), le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DCR par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème prennent de plus en plus d'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 6,7 M\$ pour le premier semestre de 2017 (6,2 M\$ pour celui de 2016), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

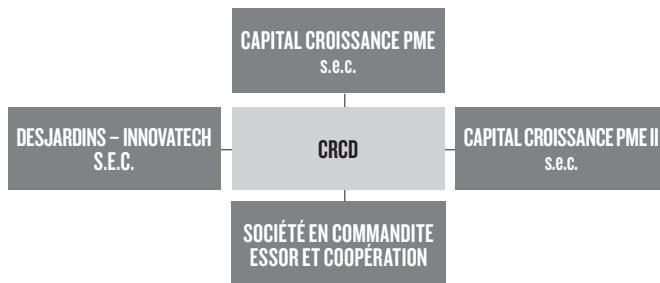
CRCD a enregistré, aux résultats du semestre, un gain réalisé et non réalisé de 47,9 M\$ comparativement à 27,2 M\$ pour la même période en 2016. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 30 juin 2017, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois est demeuré stable comparativement à celui observé au 31 décembre 2016, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer, et ayant chacun sa mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

Principaux fonds de l'écosystème entrepreneurial



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DCR, sont :

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 220 M\$. Au 30 juin 2017, CRCD avait déboursé 104,7 M\$ sur son engagement total de 110 M\$. La période d'investissement de CCPME ayant pris fin le 31 décembre 2013, les fonds engagés mais non déboursés, totalisant 5,3 M\$, serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 1^{er} juillet 2021. Au 30 juin 2017, un total de 113 entreprises et fonds bénéficiaient de 63,2 M\$ engagés par CCPME. Depuis sa création, ce fonds a engagé un total de 191,0 M\$ dans 184 entreprises.
- Le renouvellement de l'entente de partenariat avec la CDPQ a donné naissance, le 1^{er} janvier 2014, au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II). Un montant de 230 M\$ additionnels, dont la majorité a été investie sur une période de trois ans, permet aux deux partenaires de continuer à appuyer les petites et moyennes entreprises du Québec. En 2016, une entente entre les deux partenaires a permis d'ajouter 90 M\$ pour un montant maximal de 320 M\$ afin d'allonger la période d'investissement au plus tard jusqu'au 31 décembre 2017. Le taux de participation de CRCD dans le fonds CCPME II est de 50 %. Au 30 juin 2017, CRCD avait déboursé 114,5 M\$ sur son engagement total de 160 M\$. Aussi, un total de 199 entreprises et fonds bénéficiaient de 191,7 M\$ engagés par CCPME II à pareille date. Depuis sa création, ce fonds a engagé un total de 220,0 M\$ dans 207 entreprises.

- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %. DI a contribué à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, en partenariat avec des organismes spécialisés localisés dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la commercialisation. Au 30 juin 2017, un total de 58 entreprises et fonds bénéficiaient de 59,1 M\$ engagés par DI.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013, a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, se sont engagés à apporter des sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCD dans le fonds Essor est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD a déboursé 28,1 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 30 juin 2017, un total de 15 coopératives bénéficiaient de 29,7 M\$ engagés par Essor et Coopération.

Au total, ce sont 430 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 1 064,5 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de plus de 68 800 emplois, au 30 juin 2017. De ce nombre, un total de 20 coopératives bénéficiaient d'engagements de 194,3 M\$ par CRCD et son écosystème.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité « investissements à impact économique québécois » sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées ;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque » ;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD ;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques.

Rendement de l'écosystème entrepreneurial

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	30 JUIN 2017				30 JUIN 2016			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Dettes	285	16,0	3,5	0,5	273	16,8	4,0	0,7
Équité	584	33,0	10,7	3,2	465	28,6	7,0	1,8
Fonds externes	55	3,1	(16,4)	(0,6)	61	3,7	(0,2)	(0,0)
Capital de risque	31	1,8	42,2	0,7	24	1,5	(2,4)	(0,0)
Sous-total Profils d'investissement	955	53,9	7,5	3,8	823	50,6	5,1	2,5
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	16	0,9	(1,3)	(0,0)	22	1,4	1,5	0,0
Total Écosystème	971	54,8	7,3	3,8	845	52,0	5,0	2,5

La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique par le profil d'investissement « Équité » qui affiche un rendement non annualisé de 10,7 %. Ce rendement découle principalement de l'amélioration de la rentabilité de plusieurs entreprises en portefeuille et compte tenu du volume important d'actifs alloués à ce profil, il contribue majoritairement au rendement de 7,3 % de l'écosystème au premier semestre 2017. Le profil d'investissement « Dette » affiche un rendement légèrement inférieur comparativement à la même période en 2016, s'expliquant par une situation financière moins favorable pour certaines entreprises en portefeuille. Les profils d'investissement « Fonds externes » et « Capital de risque » ont des rendements respectifs ayant été influencés principalement par la valeur de deux titres particuliers. Ces deux profils ont un impact limité sur le rendement total du portefeuille en raison de leur taille.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes et des fonds immobilier, fonds d'actions mondiales et fonds d'actions canadiennes. Il procure une solide base de revenus courants à CRCD, assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions ordinaires et aux investissements et assure une saine diversification.

Au 30 juin 2017, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 758,9 M\$, comparativement à 844,6 M\$ au 31 décembre 2016. Au 30 juin 2017, 68 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (68 % au 31 décembre 2016).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 42 % au terme du premier semestre de 2017 (47 % au 31 décembre 2016). Les fonds engagés mais non déboursés de 149,0 M\$, représentant 8 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD, pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer près de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant d'actifs liquides pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers de \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2017	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016
Produits	8 737	9 097
Gains et pertes	12 131	11 189
	20 868	20 286

Les produits sont composés principalement des intérêts, des dividendes, des distributions et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution de 20,9 M\$ pour le premier semestre de 2017, comparativement à une contribution de 20,3 M\$ un an plus tôt. Les produits courants sont légèrement à la baisse comparativement à 2016.

Pour le premier semestre de 2017, CRCD a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 12,1 M\$. D'une part, le portefeuille de fonds d'actions mondiales a enregistré un gain de 5,1 M\$ qui s'explique par un marché en pleine croissance. D'autre part, les fonds d'actions canadiennes ont connu un gain de 1,8 M\$ dans un contexte économique favorable. Notons également la remontée du portefeuille d'actions privilégiées montrant un gain de 1,8 M\$ ce semestre. Étant donné que les perspectives futures de cette catégorie d'actifs sont moins attrayantes, le transfert graduel de ce portefeuille en fonds d'actions canadiennes à faible volatilité sera complété d'ici la fin de l'exercice 2017.

Le portefeuille obligataire a quant à lui enregistré un gain de 2,5 M\$ qui s'explique principalement par le moment opportun des ventes lors du premier trimestre, et ce, malgré le fait que les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement à l'échéance de 1,38 % au 30 juin 2017, à la suite d'une hausse de 27 points de base depuis décembre 2016.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. La remontée actuelle de ces taux a eu un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées au cours du dernier semestre. La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des risques de marchés du portefeuille des autres investissements par l'entremise de titres canadiens et mondiaux qui ne sont pas liés au marché obligataire. De plus, CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne du portefeuille obligataire avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 17 mars 2016, a autorisé exceptionnellement CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation, s'échelonnant du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2017 et du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions a été fixé à 40 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximum annuel alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 200 \$.

Ce crédit d'impôt était de 45 % à l'égard des actions acquises du 1^{er} mars 2014 au 29 février 2016 inclusivement, de 50 % pour les actions acquises du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 inclusivement et antérieurement au 24 mars 2006, et de 35 % pour les actions acquises du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 inclusivement.

La période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 30 juin 2017, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 400,3 M\$ pour 131 411 796 actions ordinaires en circulation.

Au cours du semestre, les émissions d'actions ordinaires se sont élevées à 1,5 M\$, soit le solde de l'émission 2016 qui s'est terminée comme prévu le 28 février 2017 pour ainsi atteindre le maximum autorisé de 135 M\$. La période de souscription pour l'émission 2017 débutera à compter de l'automne. La période de présouscription se tiendra du 5 au 25 septembre 2017. Les frais d'émission seront de 2,9 % pour l'exercice 2017, tel que présenté dans le prospectus de l'émission 2017.

Pour le premier semestre 2017, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 48,1 M\$ (39,5 M\$ pour la même période en 2016).

Au 30 juin 2017, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à près de 749 M\$. Au cours du deuxième semestre de 2017, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 100 M\$ deviendront également éligibles au rachat pour un potentiel d'environ 849 M\$ pour l'exercice 2017. CRCD est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Les souscriptions et les rachats du premier semestre de 2017 ont porté le nombre d'actionnaires à 101 289 au 30 juin 2017, comparativement à 104 317 au 31 décembre 2016.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers de \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2017	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016
Frais de gestion	10 986	13 621
Autres frais d'exploitation	2 659	2 021
Services aux actionnaires	1 198	983
	14 843	16 625

CRCD a retenu les services de DCR et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les frais de gestion seront équivalant à un maximum de 1,95 % (taux de 2,02 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. Un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DCR liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation du solde des actions de CRCD admissibles au rachat au cours des dernières années. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, un tel ajustement à la baisse de 1,65 M\$ a été apporté. Les frais de gestion de CRCD sont diminués des honoraires de négociation gagnés par DCR. Une nouvelle convention pour les exercices 2018 à 2020 est actuellement en négociation.

La hausse des autres frais d'exploitation de 0,6 M\$ s'explique principalement par les investissements en technologie de l'information.

CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.

CRCD a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, CRCD a versé des honoraires de 325 000 \$ pour ces services. La convention est actuellement en révision, s'appliquera à compter de l'exercice 2017 et sera d'une durée de quatre ans. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.

Les impôts sur les bénéficiaires s'élèvent à 1,9 M\$ pour les six premiers mois de l'exercice 2017, comparativement à 2,8 M\$ pour la même période en 2016. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2017, les sorties de liquidités liées aux rachats nets des émissions s'élèvent à 46,7 M\$ (sorties de liquidités liées aux rachats de 39,5 M\$ en 2016). Les activités opérationnelles ont généré une entrée nette de liquidités de 51,4 M\$, comparativement à une entrée de liquidités de 38,2 M\$ en 2016.

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 110,6 M\$ pour le premier semestre de 2017 (68,1 M\$ en 2016). Le portefeuille des autres investissements affiche une entrée nette de fonds de 104,7 M\$, comparativement à une entrée nette de fonds de 67,4 M\$ pour la même période en 2016.

Au 30 juin 2017, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 23,9 M\$ (19,1 M\$ au 31 décembre 2016).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ au 30 juin 2017. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau d'actifs liquides conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2017 ni au cours de l'exercice 2016.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations détenues est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

MISSION, VISION, PRIORITÉS STRATÉGIQUES ET STRATÉGIES DE CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion de ses activités.

La vision, la mission, les objectifs et les stratégies de CRCD n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

GESTION DES RISQUES

GOVERNANCE

Le conseil d'administration (le « conseil ») est composé de treize administrateurs, dont la majorité sont indépendants, et sa présidence est assumée par un administrateur indépendant. Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par des comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont présentées ci-après.

Comité de gouvernance et ressources humaines

Le comité de gouvernance et ressources humaines est composé de cinq administrateurs, dont quatre sont indépendants, et sa présidence est assumée par le président du conseil.

Ce comité a comme mandat de surveiller l'application des règles de gouvernance, d'indépendance, de conflit d'intérêts, d'éthique et de déontologie. Il élabore notamment des profils de compétence et d'expérience pour le directeur général et les membres du conseil. De plus, il recommande au conseil un processus d'évaluation de la performance du président du conseil, du directeur général de CRCD, du conseil, des comités et du gestionnaire, DCR.

Comité d'audit

Le comité d'audit est composé de quatre administrateurs indépendants.

Ce comité a comme mandat d'assister le conseil dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par le gestionnaire, DCR, à l'égard de l'information financière. Il veille à ce que DCR établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Il assume également la responsabilité du suivi du processus global de gestion intégrée des risques de CRCD. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa recommandation.

Comité de gestion des actifs financiers

Le comité de gestion des actifs financiers est composé de cinq membres dont trois indépendants.

Ce comité a comme mandat d'assurer la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCD afin d'optimiser l'équilibre rendement/risque. Il effectue le suivi de la performance de CRCD et s'assure du respect par celui-ci des lois et règlements relatifs aux actifs financiers. Il voit également à la mise en œuvre et au respect de la *Politique de gestion globale des actifs financiers* et des directives afférentes.

Comités d'investissement

Le comité d'investissement Dette subordonnée est actuellement composé de sept membres, et le comité d'investissement Équité de six membres. Quant au comité d'investissement Innovation, il est composé de cinq membres, soit deux administrateurs de CRCD et trois membres externes.

À compter du 30 septembre 2017, les comités Dette subordonnée et Équité seront fusionnés pour former le comité d'investissement Dette/Équité dont la composition sera de sept membres, soit quatre administrateurs et trois membres externes.

La majorité des membres du comité d'investissement Dette/Équité et du comité d'investissement Innovation sont indépendants, soit respectivement six et cinq membres indépendants.

Le mandat général des comités d'investissement consiste à évaluer et à autoriser, dans les limites du processus décisionnel approuvé par le conseil, des transactions reliées aux investissements à impact économique québécois et à en effectuer le suivi.

Le comité d'investissement Dette/Équité étudie les dossiers de financement en dette subordonnée, en équité ou ayant une combinaison de dette subordonnée et d'équité.

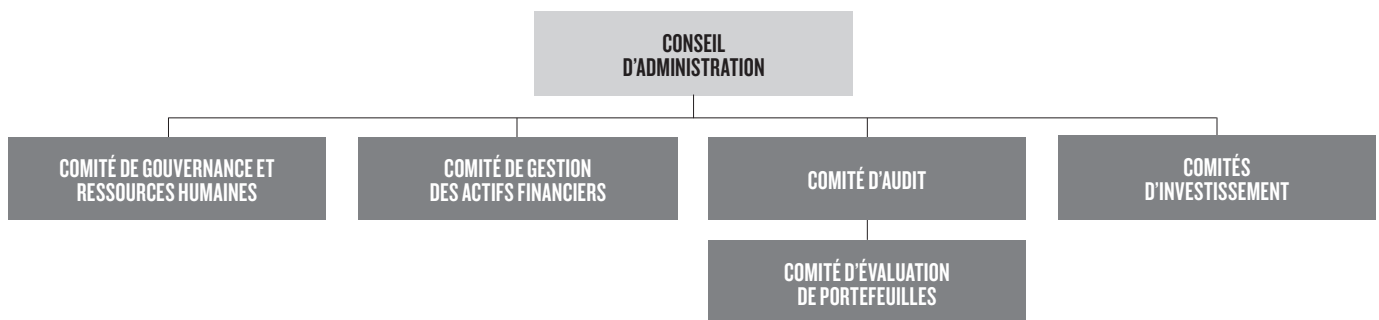
Quant au comité d'investissement Innovation, il étudie les dossiers de financement en équité ou ayant une combinaison de dette subordonnée et d'équité et qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles ou qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

Comité d'évaluation de portefeuilles

Le comité d'évaluation de portefeuilles est composé de deux administrateurs indépendants et de trois membres externes qui sont des évaluateurs qualifiés et indépendants. En effet, la majorité des membres doivent être des évaluateurs qualifiés et indépendants conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* (le « Règlement »).

Ce comité a comme mandat de passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus servant à l'évaluation est conforme aux exigences du Règlement et de faire rapport au comité d'audit et au conseil.

La structure de gouvernance se présente comme suit :



NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 17 août 2017.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobilier détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 30 juin 2017 est de 755,4 M\$ (899,7 M\$ au 31 décembre 2016). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et d'avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 26,7 M\$ (22,2 M\$ au 31 décembre 2016) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de CRCD de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 435,0 M\$ (580,3 M\$ au 31 décembre 2016) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 24,9 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,4 % du prix de l'action de CRCD au 30 juin 2017 (33,1 M\$ pour 1,9 % au 31 décembre 2016). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 26,6 M\$ représentant une augmentation de 1,5 % du prix de l'action (35,3 M\$ pour 2,1 % au 31 décembre 2016). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, ce qui entraînera une réduction de l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobilier et les actions privilégiées, d'une juste valeur respective de 84,9 M\$ (64,1 M\$ au 31 décembre 2016) et de 20,8 M\$ (59,9 M\$ au 31 décembre 2016), peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de ces deux catégories d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 188,5 M\$ (153,3 M\$ au 31 décembre 2016), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 188,0 M\$ (173,2 M\$ au 31 décembre 2016), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2017, les fonds d'actions mondiales et canadiennes, d'une valeur de 172,8 M\$ (105,1 M\$ au 31 décembre 2016), qui sont gérés par des gestionnaires externes et détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 17,3 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,9 % du prix de l'action de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 0,4 M\$ (0,6 M\$ au 31 décembre 2016). Ainsi pour ces investissements, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les actifs, dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 82,7 M\$ soit 4,6 % de l'actif net au 30 juin 2017, comparativement à 111,1 M\$ soit 6,2 % de l'actif net au 31 décembre 2016.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 5 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2017, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 64,1 M\$ US (82,3 M\$ US au 31 décembre 2016) au taux de 1,3135 \$ CA/\$ US (1,3360 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2016), et ce, le 30 septembre 2017.

Au 30 juin 2017, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 0,4 M\$ (1,2 M\$ au 31 décembre 2016). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 104,3 M\$. Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 10,4 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,6 % du prix de l'action de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements fait l'objet d'une révision mensuelle, afin d'identifier ceux qui répondent aux critères de cote 10.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater la stabilité du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

Cotes	AU 30 JUIN 2017		AU 31 DÉCEMBRE 2016	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	997 894	97,6	894 154	97,0
7 à 9 À risque	17 586	1,7	20 161	2,2
10 À haut risque et en insolvabilité	6 934	0,7	7 203	0,8

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

Cotes	AU 30 JUIN 2017		AU 31 DÉCEMBRE 2016	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5 Risque faible à acceptable	148 562	99,7	188 721	99,8
7 à 9 À risque	400	0,3	400	0,2

Pour le portefeuille obligataire, représentant 58,7 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (69,8 % au 31 décembre 2016), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes *	AU 30 JUIN 2017		AU 31 DÉCEMBRE 2016	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
AAA	165 777		269 452	
AA	172 557		194 174	
A	51 739		55 695	
BBB	41 107		57 966	
BB	3 865		3 049	

* Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont celles établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les actions privilégiées et les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale respective de Pfd-2 low, et de A-2 ou R-1 faible. Ces cotes de crédit élevées limitent le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

	AU 30 JUIN 2017		AU 31 DÉCEMBRE 2016	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois *	40,4	26,2	38,0	23,6
Autres investissements **	42,5	17,4	44,5	20,7

* La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 47 % (55 % au 31 décembre 2016) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

** Les émetteurs gouvernementaux représentent 65 % (86 % au 31 décembre 2016) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 30 juin 2017, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 56,2 % de l'actif net (51,6 % au 31 décembre 2016).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment les activités du portefeuille des autres investissements qui limitent actuellement la possibilité de détention de titres étrangers. Au 30 juin 2017, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds d'actions mondiales et il est composé à 86,3 % de titres canadiens (88,7 % au 31 décembre 2016). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 30 juin 2017, le portefeuille des autres investissements représente 41,8 % de l'actif net (47,2 % au 31 décembre 2016).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 30 juin 2017, les titres obligataires représentent 24,0 % de l'actif net (32,4 % au 31 décembre 2016). La baisse observée du pourcentage attribué à cette catégorie de titres découle de l'augmentation de la pondération accordée aux investissements à impact économique québécois et vise à diversifier le portefeuille en introduisant de nouvelles catégories d'actifs et à équilibrer l'ensemble du portefeuille entre le risque et le rendement tout en répondant aux besoins de liquidités de CRCD.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours du premier semestre de 2017 et de l'exercice 2016.

Ces travaux tiennent compte de la hausse anticipée du solde des actions rachetables de CRCD. Des initiatives sont mises en place afin de stimuler le rachat des actions et une augmentation à 50 M\$ de la marge de crédit a été accordée, depuis 2016.

CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

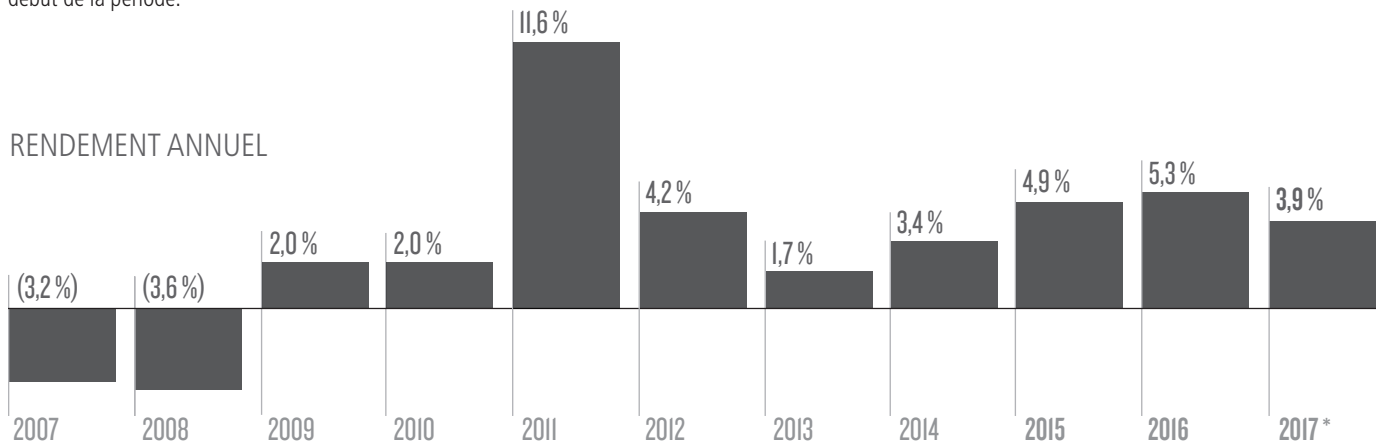
À la suite du discours sur le budget 2016-2017, le gouvernement du Québec a annoncé des changements à la gouvernance de CRCD en ce qui a trait à la composition du conseil d'administration et à la notion d'indépendance. Les modifications législatives proposées doivent être adoptées par l'Assemblée nationale et seront mises en œuvre graduellement.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2017. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



* Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2017.

RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION ORDINAIRE AU 30 JUIN 2017

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
3,3 %	5,0 %	4,1%	4,9 %	6,6 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 30 juin 2017, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

PROFILS D'INVESTISSEMENT	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois*	
Dette	16,2
Équité	34,7
Fonds externes	2,4
Capital de risque	1,9
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	1,0
Total – Investissements à impact économique québécois	56,2
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	2,5
Obligations	24,0
Actions privilégiées	1,1
Fonds d'actions mondiales	6,1
Fonds d'actions canadiennes	3,4
Fonds immobilier	4,7
Total – Autres investissements	41,8

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 98,0 % des profils d'investissements et 2 % des autres éléments d'actifs.

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 30 juin 2017, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 13 émetteurs*	35,7
Hydro-Québec	4,4
Gouvernement du Canada	3,6
LNH Merrill Lynch Canada inc.	3,3
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité cat. I	3,1
Fonds Desjardins Mondial de dividendes cat. I	3,1
Province de l'Ontario	2,5
Fonds CORE Fiera Immobilier	2,4
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	2,3
Fiducie du Canada pour l'habitation	2,0
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	1,7
Fiducie Fidelity actions canadiennes à faible volatilité	1,7
Banque Royale du Canada	1,4

* Les 13 émetteurs représentant collectivement 35,7 % de l'actif net de CRCD sont :

- ACCEO Solutions inc.
- Agropur Coopérative
- Avjet Holding inc.
- Camso inc.
- Capital croissance PME s.e.c.
- Capital croissance PME II s.e.c.
- Congebec Logistique inc.
- Desjardins - Innovatech S.E.C
- Exo-s inc.
- Groupe Industries Fournier inc.
- La Coop fédérée
- Société en commandite Essor et Coopération
- Telecom inc.

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 17 août 2017

Le 17 août 2017

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, de discuter de l'audit et autres sujets connexes et de formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 17 août 2017. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
30 juin 2017 et 2016
(en milliers de dollars canadiens)



Le 17 août 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels ci-joints (les « états financiers ») de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, les états du résultat global, des variations de l'actif net et les tableaux des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2017 et 2016, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T: +1 514 205-5000, F: +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2017 et 2016, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	Au 30 juin 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actif			
Investissements à impact économique québécois	7	1 022 414	921 518
Autres investissements	8	741 399	831 130
Impôts sur le bénéfice	18	21 227	19 634
Comptes débiteurs	10	45 783	35 414
Encaisse	11	18 713	13 021
		<u>1 849 536</u>	<u>1 820 717</u>
Passif			
Billets à payer et passifs financiers	12	24 014	25 233
Impôts sur le bénéfice	18	1 657	-
Comptes créditeurs	13	12 385	6 067
		<u>38 056</u>	<u>31 300</u>
Actif net	15	<u>1 811 480</u>	<u>1 789 417</u>
Nombre d'actions ordinaires en circulation		<u>131 411 796</u>	<u>134 943 941</u>
Actif net par action ordinaire		13,78	13,26

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

Sylvie Lalande, ASC, C.Dir., administratrice

Chantal Bélanger, FCPA, FCGA, administratrice

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels du résultat global

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	2017 \$	2016 \$
Produits			
Intérêts	7	11 810	13 432
Dividendes et distributions		13 474	7 463
Frais d'administration		133	106
		<u>25 417</u>	<u>21 001</u>
Gains (pertes) sur investissements			
Réalisés		5 791	14 854
Non réalisés		54 210	23 531
		<u>60 001</u>	<u>38 385</u>
Total des produits et des gains sur investissements		<u>85 418</u>	<u>59 386</u>
Charges			
Frais de gestion		10 986	13 621
Autres frais d'exploitation	17	2 659	2 021
Services aux actionnaires	17	1 198	983
		<u>14 843</u>	<u>16 625</u>
Bénéfice avant impôts		<u>70 575</u>	<u>42 761</u>
Impôts sur le bénéfice	18	<u>1 875</u>	<u>2 779</u>
Bénéfice net de la période		<u>68 700</u>	<u>39 982</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		<u>132 701 684</u>	<u>128 161 610</u>
Bénéfice net par action ordinaire		<u>0,52</u>	<u>0,31</u>

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels des variations de l'actif net

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 15)		Bénéfices non répartis \$	Actif net \$
	Nombre	\$		
Solde au 31 décembre 2016	134 943 941	1 434 668	354 749	1 789 417
Bénéfice net de la période	-	-	68 700	68 700
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Émission d'actions ordinaires	117 423	1 523	-	1 523
Frais d'émission, nets des impôts de 16 \$	-	(18)	-	(18)
Rachat d'actions ordinaires	(3 649 568)	(35 856)	(12 286)	(48 142)
Solde au 30 juin 2017	131 411 796	1 400 317	411 163	1 811 480
Solde au 31 décembre 2015	130 182 509	1 357 689	284 387	1 642 076
Bénéfice net de la période	-	-	39 982	39 982
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Rachat d'actions ordinaires	(3 155 723)	(31 040)	(8 506)	(39 546)
Solde au 30 juin 2016	127 026 786	1 326 649	315 863	1 642 512

⁽¹⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)

	2017 \$	2016 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice net de la période	68 700	39 982
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(60 001)	(38 385)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(1 179)	(270)
Impôts différés	1 744	736
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(1 068)	(583)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(1 664)	(1 791)
Comptes débiteurs	(8 751)	12
Comptes créditeurs	(3 432)	15
Pertes (gains) sur contrat de change lié à la trésorerie	-	513
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(110 580)	(68 133)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	62 910	38 722
Acquisition d'autres investissements	(335 011)	(453 109)
Produit de la cession d'autres investissements	439 725	520 459
	<u>51 393</u>	<u>38 168</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	1 489	-
Rachat d'actions ordinaires	(48 142)	(39 546)
	<u>(46 653)</u>	<u>(39 546)</u>
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	4 740	(1 378)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>19 117</u>	<u>32 595</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<u>23 857</u>	<u>31 217</u>
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	10 219	13 019
Dividendes et distributions reçus	12 087	6 645
Impôts sur le bénéfice payés	1 795	3 834

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment, parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de CRCD.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Depuis l'année financière ayant débuté le 1^{er} janvier 2006 et au cours de chaque année financière subséquente, les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donnée par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente. Depuis l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2016, ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année, pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (de 60 % à 65 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Si une de ces cibles n'est pas atteinte, CRCD aura une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice.

2 Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 17 août 2017.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne les instruments financiers classés dans les prêts et créances et les autres passifs financiers, ainsi que les impôts qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3 Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Les actifs et passifs financiers sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que l'intention de CRCD au moment de leur acquisition et de leur émission. Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois ainsi que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion d'investissement documentée et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur. De plus, les informations sur le portefeuille sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de CRCD.

L'encaisse ainsi que les comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances et les comptes créditeurs dans les autres passifs financiers. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes et fonds immobilier

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes et fonds immobilier sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCDD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billets à payer et passifs financiers

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCDD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets à payer et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Capital-actions

Les actions de CRCDD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCDD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCDD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états individuels des variations de l'actif net.

Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut entre autres obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille, formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, surveille le risque opérationnel lié à la non-conformité à la méthodologie d'évaluation de portefeuilles et fait rapport semestriellement au conseil d'administration. Plus précisément, son rôle consiste à passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires.

5 Normes comptables publiées mais non encore adoptées

Les normes comptables applicables par CRCD qui ont été publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore en vigueur le 30 juin 2017, sont présentées ci-après.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IASB a publié en mai 2014 l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 remplace ainsi les deux principales normes de comptabilisation des produits, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IAS 11, *Contrats de construction*, de même que les interprétations connexes. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une présentation accrue de renseignements sur les produits.

L'IASB a publié, en avril 2016, des amendements à l'IFRS 15 qui fournissent des clarifications additionnelles sur la comptabilisation des produits et sur les dispositions transitoires relatives à l'application initiale.

CRCD a évalué l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Seul le poste des produits de frais d'administration sera affecté, mais considérant l'importance du montant, il n'y aura aucun impact significatif suite à l'adoption de cette norme.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié, en juillet 2014, la version complète et définitive de l'IFRS 9, Instruments financiers, qui remplacera l'IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers ainsi que les exigences générales relatives à la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers, visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celle des pertes subies, tel que l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit la comptabilisation de pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir à compter de la date de comptabilisation initiale d'un actif financier, puis la comptabilisation de pertes attendues pour la durée de vie si le risque de crédit de l'instrument financier en question a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale.

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques. Toutefois, la norme permet de conserver les exigences de l'IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture plutôt que d'adopter les dispositions de l'IFRS 9.

Suite à l'analyse d'IFRS 9, CRCD a conclu qu'il n'y aura aucun impact significatif sur l'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers, suite à l'adoption de cette norme.

6 Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels audités.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

7 Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com, et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2017		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	310 778	89 691	400 469
Actions privilégiées	221 020	27 678	248 698
Parts de fonds	189 294	56 126	245 420
Prêts et avances	123 512	1 591	125 103
Garantis			
Prêts et avances	3 195	(471)	2 724
	847 799	174 615	1 022 414
			Au 31 décembre 2016
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	294 646	49 675	344 321
Actions privilégiées	198 285	22 062	220 347
Parts de fonds	188 398	62 354	250 752
Prêts et avances	100 899	2 135	103 034
Garantis			
Prêts et avances	4 914	(1 850)	3 064
	787 142	134 376	921 518

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 64,5 M\$ (85,6 M\$ au 31 décembre 2016).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 10,2 % (10,4 % au 31 décembre 2016). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour la période terminée le 30 juin 2017, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 6,2 M\$ (6,1 M\$ pour la période terminée le 30 juin 2016). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable aux changements du risque de crédit et, dans une moindre mesure, à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 3,1 années (3,7 années au 31 décembre 2016), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins de un an est de 33,1 M\$ (6,1 M\$ au 31 décembre 2016).

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Au 30 juin 2017					
Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	421 168	77 391	498 559	16 959	515 518
Services	212 651	64 806	277 457	1 900	279 357
Innovations technologiques	24 685	(23 707)	978	-	978
Fonds	189 295	56 125	245 420	130 103	375 523
Total	847 799	174 615	1 022 414	148 962	1 171 376
Au 31 décembre 2016					
Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	366 817	62 437	429 254	25 966	455 220
Services	206 303	33 836	240 139	1 900	242 039
Innovations technologiques	25 624	(24 251)	1 373	-	1 373
Fonds	188 398	62 354	250 752	161 255	412 007
Total	787 142	134 376	921 518	189 121	1 110 639

⁽¹⁾ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2017 \$ (6 mois)	2018 \$	2019 \$	2020 \$	2021 et après \$	Total \$
32 807	33 031	12 150	20 383	50 591	148 962

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

		Au 30 juin 2017		Au 31 décembre 2016
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	12	330 453	10	262 075
Entités associées				
Entreprises partenaires	21	181 212	20	160 078
Fonds	7	225 932	7	225 304

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Au 30 juin 2017, l'augmentation du nombre d'entreprises partenaires s'explique par l'acquisition d'une entité associée et de deux nouvelles filiales.

Les participations dans le capital-actions de ces entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 15 % et 49 % pour les entités associées. Les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception d'une filiale au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

CRCD a investi en tant que commanditaire dans certains fonds sur lesquels il exerce une influence notable. Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, les participations sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 20,0 % et 94,6 %.

8 Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2017		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	153 661	(1 580)	152 081
Provinciales, municipales ou garanties	149 421	(931)	148 490
Institutions financières	84 128	63	84 191
Sociétés	49 384	899	50 283
	436 594	(1 549)	435 045
Instrument de marché monétaire ⁽¹⁾	26 689	-	26 689
Contrats de change ⁽²⁾	-	1 187	1 187
Fonds d'actions canadiennes	60 050	1 831	61 881
Fonds d'actions mondiales	103 290	7 629	110 919
Fonds immobilier	82 422	2 490	84 912
Actions privilégiées	21 486	(720)	20 766
Total	730 531	10 868	741 399

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2017			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	5 353	147 165	284 076	436 594
Valeur nominale	5 275	146 932	302 638	454 845
Juste valeur	5 410	146 780	282 855	435 045
Taux moyen nominal ⁽³⁾	3,97 %	1,95 %	2,19 %	2,13 %
Taux moyen effectif	2,88 %	1,87 %	2,26 %	2,14 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2016		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	252 129	(2 008)	250 121
Provinciales, municipales ou garanties	160 693	(1 750)	158 943
Institutions financières	108 897	650	109 547
Sociétés	60 932	793	61 725
	582 651	(2 315)	580 336
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	22 169	-	22 169
Contrats de change ⁽²⁾	-	(433)	(433)
Fonds d'actions mondiales	102 540	2 546	105 086
Fonds immobilier	62 552	1 566	64 118
Actions privilégiées	64 413	(4 559)	59 854
Total	834 325	(3 195)	831 130

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2016			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	1 049	229 734	351 868	582 651
Valeur nominale	1 000	228 827	371 068	600 895
Juste valeur	1 045	230 145	349 146	580 336
Taux moyen nominal ⁽³⁾	6,50 %	2,10 %	2,14 %	2,13 %
Taux moyen effectif	6,50 %	1,94 %	2,20 %	2,11 %

- (1) Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an.
- (2) Les contrats de change pour vendre un notionnel de 64,1 M\$ US (82,3 M\$ US au 31 décembre 2016) ont une échéance de trois mois.
- (3) La quasi-totalité des obligations porte intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 104,3 M\$ (95,8 M\$ au 31 décembre 2016).

Au 30 juin 2017, les autres investissements n'ont aucuns fonds engagés mais non déboursés.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9 Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 30 juin 2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	417	-	1 021 997	1 022 414
Autres investissements	497 626	158 861	84 912	741 399
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	19 136	19 136
Total des actifs financiers	498 043	158 861	1 126 045	1 782 949
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	24 014	24 014

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2016			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	576	-	920 942	921 518
Autres investissements	534 359	232 653	64 118	831 130
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	27 469	27 469
Total des actifs financiers	534 935	232 653	1 012 529	1 780 117
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	25 233	25 233

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant la période de six mois terminée le 30 juin 2017 et durant l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2017			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2016	920 942	64 118	27 469	(25 233)
Gains (pertes) réalisés	5 097	-	1 139	(200)
Gains (pertes) non réalisés	40 398	924	-	(92)
Acquisitions/émission	111 648	19 870	-	-
Cessions/remboursements	(56 088)	-	(9 472)	1 511
Juste valeur au 30 juin 2017	1 021 997	84 912	19 136	(24 014)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 30 juin 2017	44 108	924	-	(92)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2016			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2015	816 373	13 136	28 846	(26 309)
Gains (pertes) réalisés	3 578	-	(3 642)	733
Gains (pertes) non réalisés	16 680	447	-	431
Acquisitions/émission	68 716	1 187	1 072	-
Cessions/remboursements	(34 625)	(202)	(1 527)	-
Juste valeur au 30 juin 2016	870 722	14 568	24 749	(25 145)
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 30 juin 2016	22 194	447	-	431

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 30 juin 2017			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	36 711	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,6 % à 20,5 % (9,2 %)
Actions non participantes	151 741	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,2 % à 11,9 % (5,0 %)
Actions participantes majoritaires	193 105	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,5 % à 9,8 % (8,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,5 % à 25,4 % (14,9 %)
	113 346	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
	561	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- ⁽²⁾
Actions participantes minoritaires	159 989	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 6,9 % à 20,3 % (10,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 4,3 % à 38,7 % (16,0 %)
	61 871	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
	53 568	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- ⁽²⁾
	5 685	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>245 420</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	- ⁽²⁾
	<u>1 021 997</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	84 912	Actif net redressé	Actif net du fonds	- ⁽²⁾
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	19 136	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (7,8 %)
Billets à payer et passifs financiers	(24 014)	Diverses	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2016			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	38 094	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,3 % à 19,1 % (8,6 %)
Actions non participantes	136 159	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,6 % à 7,8 % (5,2 %)
Actions participantes majoritaires	225 183	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,4 % à 10,0 % (8,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,5 % à 25,4 % (13,3 %)
	28 498	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	8 394	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- ⁽²⁾
Actions participantes minoritaires	144 159	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 6,9 % à 16,1 % (10,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 6,0 % à 39,6 % (15,9 %)
	64 132	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	21 659	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- ⁽²⁾
	3 912	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>250 752</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	- ⁽²⁾
	<u>920 942</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	64 118	Actif net redressé	Actif net du fonds	- ⁽²⁾
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	27 469	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,4 % à 10,0 % (5,4 %)
Billets à payer et passifs financiers	(25 233)	Diverses	-	-

(1) En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

(2) En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

(3) Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulatif entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 30 juin 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,5 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,4 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

10 Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	15 143	7 945
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	19 136	27 469
Montants à recevoir sur les cessions d'autres investissements	9 951	-
Autres	1 553	-
	45 783	35 414

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 17,9 M\$ (25,6 M\$ au 31 décembre 2016).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 33,7 M\$ (21,0 M\$ au 31 décembre 2016) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Encaisse	18 713	13 021
Instruments de marché monétaire	5 144	6 096
	23 857	19 117

12 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, CRCD a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ), des investissements à impact économique québécois d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par CRCD lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté selon le montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion pris en charge par CRCD relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer avaient une échéance initiale de trois ans et une prolongation a été obtenue jusqu'au 31 mai 2018.

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 30 juin 2017, des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 21,8 M\$ étaient liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (23,1 M\$ au 31 décembre 2016).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le paiement des billets à payer et des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera les billets à payer et les passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

13 Comptes créditeurs

	Au 30 juin 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	2 627	4 571
Montants à payer sur les acquisitions d'autres investissements	9 758	-
Autres	-	1 496
	12 385	6 067

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

14 Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ auprès de la FCDQ. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du premier semestre de 2017 ni au cours de l'exercice 2016.

15 Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle CRCD aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, CRCD pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'actions qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par CRCD au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours sur le budget prononcé le 17 mars 2016, a autorisé exceptionnellement CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2017 et du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions a été fixé à 40 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximal alloué par investisseur pour chacune des émissions 2016 et 2017 a été fixé à 3 000 \$.

CRCD est tenu de payer des frais d'émission d'actions. Ceux-ci sont présentés en diminution du capital-actions, déduction faite des impôts. Pour la période terminée le 30 juin 2017, les frais d'émission d'actions s'élèvent à 0,02 M\$ (1,58 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Émis

L'actif net de CRCD au 30 juin 2017 s'élève à 1 811,5 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission par action \$	Solde* M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	28,3	2008
2002	10,00	78,4	2009
2003	10,12 et 10,24	39,5	2010
2004	10,25	49,1	2011
2005	10,25	54,4	2012
2006	10,37 et 10,21	52,9	2013
2007	10,21 et 9,92	73,7	2014
2008	9,89, 9,83 et 9,54	121,9	2015
2009	9,54, 9,62 et 9,73	160,8	2016
2010	9,73 et 9,80	195,4	2017
2011	9,91 et 10,02	205,7	2018
2012	11,02	185,6	2019
2013	11,47	178,9	2020
2014	11,92	72,5	2021
2015	12,05	170,7	2022
2016	12,93	143,7	2023
L'actif net		1 811,5	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2017.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par CRCD que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;
- À la demande d'une personne qui l'a acquise de CRCD si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente, qui la rend inapte à poursuivre son travail.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, CRCD pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances du Québec.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de CRCD, sur la base de la valeur de CRCD déterminée selon les états financiers audités.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de CRCD donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 1er mars 2014 au 29 février 2016 : crédit d'impôt de 45 %;
- Pour les achats à compter du 1er mars 2016 : crédit d'impôt de 40 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

16 Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 15.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

17 Charges

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2017 \$	2016 \$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires d'audit	94	100
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	326	341
Honoraires pour services professionnels	537	664
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	58	65
Frais informatiques	1 398	463
Autres charges	246	388
	<u>2 659</u>	<u>2 021</u>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	877	832
Communication de l'information aux actionnaires	261	50
Autres charges	60	101
	<u>1 198</u>	<u>983</u>

18 Impôts sur le bénéfice

Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin			
	2017		2016	
	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$
Exigibles	131	(386)	2 043	(284)
Différés	1 744	370	736	284
	<u>1 875</u>	<u>(16)</u>	<u>2 779</u>	<u>-</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2017 \$	2016 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,8 % (39,9 % en 2016)	28 089	17 062
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(21 598)	(12 617)
Dividendes non imposables	(4 496)	(2 978)
Autres	(120)	1 312
	<u>1 875</u>	<u>2 779</u>

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Actif		
Impôts différés – frais d'émission	-	1 939
Impôts différés – autres	-	(1 482)
Impôts en main remboursables	12 880	13 505
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	8 347	5 672
	<u>21 227</u>	<u>19 634</u>
Passif		
Impôts différés – frais d'émission	1 569	-
Impôts différés – autres	(3 226)	-
	<u>(1 657)</u>	<u>-</u>

CRCD s'attend à recouvrer 10,1 M\$ (7,6 M\$ au 31 décembre 2016) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

19 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Desjardins Capital de risque inc. (DCR), son gestionnaire, qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DCR et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les frais de gestion seront équivalents à un maximum de 1,95 % (équivalents à 2,02 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016) de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. Un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DCR liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation du solde des actions de CRCD éligibles au rachat au cours des dernières années. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, un tel ajustement à la baisse de 1,65 M\$ a été apporté. Les frais de gestion de CRCD sont diminués des honoraires de négociation gagnés par DCR. Une nouvelle convention pour les exercices 2018 à 2020 est actuellement en négociation.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, CRCD a versé des honoraires de 325 000 \$ pour ces services. La convention est actuellement en révision, s'appliquera à compter de l'exercice 2017 et sera d'une durée de quatre ans. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins l'émission de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2017, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 241 498 \$ (237 633 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2016).

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 30 juin 2017



Le 17 août 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements à impact économique québécois ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2017. Le relevé a été préparé par la direction conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation et de la présentation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2017 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement économique des fonds en capital de développement.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Abitibi-Témiscamingue						
Norbelle Électrique inc.	2010	S	-	62	-	62
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	126	8	-	134
Total Abitibi-Témiscamingue			126	70	-	196
Bas-Saint-Laurent						
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	S	-	462	-	462
Total Bas-Saint-Laurent			-	462	-	462
Capitale-Nationale						
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	3 068	-	105	3 173
Congébec Logistique II inc.	2015	S	26 589	4 873	-	31 462
Frima Studio inc.	2008	S	-	-	200	200
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	1 513	-	2 263
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 772	4 576	-	19 348
Groupe Humagade inc. (Bandsintown Canada inc.)	2006	IT	11 190	38	-	11 228
Jobillico inc.	2015	S	1 020	5 580	-	6 600
Technologies Obzerv inc.	2010	M	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			58 889	16 580	305	75 774
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	2 683	-	6 415
CBR Laser inc.	2012	M	-	15 000	-	15 000
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	4 500	-	-	4 500
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 586	-	-	3 586
Total Centre-du-Québec			12 068	17 683	-	29 751
Chaudière - Appalaches						
C.I.F. Métal ltée	2005	M	1 253	-	-	1 253
Groupe Filgo inc.	2012	S	13 961	-	-	13 961
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	17 000	2 863	-	19 863
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	M	-	32	-	32
Hortau inc.	2010	M	1 605	-	-	1 605
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 970	1 056	-	4 026
Produits de plancher Finitex inc.	2007	M	-	132	-	132
Total Chaudière - Appalaches			36 789	4 083	-	40 872
Côte-Nord						
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	2013	M	464	-	-	464
Total Côte-Nord			464	-	-	464

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
			\$	\$		
Estrie						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	S	-	158	-	158
Camso inc.	2002	M	8 935	-	-	8 935
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	M	-	289	-	289
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	501	-	501
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	331	-	331
Exo-s-inc.	2012	M	20 572	8 478	-	29 050
FilSpec inc.	2004	M	1 366	-	-	1 366
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	12 561	2 600	-	15 161
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	1 500	589	-	2 089
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	528
L.P. Royer inc.	2010	M	-	861	-	861
Ocera Therapeutics inc.	2003	IT	10 569	-	-	10 569
Total Estrie			56 031	13 807	-	69 838
Hors Canada						
Pharmaxis ltée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	2 250
Total Lanaudière			2 250	-	-	2 250
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc. (9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	425	-	425
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	-	-	17
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	M	-	178	-	178
Total Mauricie			17	603	-	620
Montérégie						
9523383 Canada inc. (C.A.T.)	2016	S	7 224	-	-	7 224
A. & D. Prévost inc.	2011	M	10 880	7 099	-	17 979
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	2 462	-	2 462
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	M	4 176	-	-	4 176
Groupe Atis inc.	2015	M	28 000	1 828	-	29 828
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	S	-	75	-	75
Groupe Norbec inc.	2017	M	7 450	15 800	-	23 250
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	1 793	-	-	1 793
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	747	-	747
Mirazed inc.	2007	M	-	-	1 319	1 319
NSE Automatech inc.	2013	M	3 000	-	-	3 000
Systèmes Architecturaux Unicef	2017	M	6 000	7 150	-	13 150
Urecon ltée	2012	M	4 087	3 449	-	7 536
Total Montérégie			153 557	38 610	1 319	193 486

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$	
			\$	\$		
Montréal						
8973822 Canada inc. (anc. Vision Globale A.R. Itée)	2012	S	9 861	-	-	9 861
ACCEO Solutions inc.	2012	S	15 000	-	-	15 000
Agence 360 inc. (anc. Solutions Médias 360 inc.)	2016	S	8 750	-	-	8 750
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 252	520	111	1 883
Courchesne, Larose Itée	2015	M	-	10 296	-	10 296
Elfiq inc.	2013	M	-	145	-	145
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	356	-	104	460
Groupe Alithya inc.	2015	S	13 750	-	-	13 750
Groupe API inc.	2009	S	-	76	-	76
Groupe Solotech inc.	2013	S	21 250	-	-	21 250
La Coop fédérée	2005	M	65 000	-	-	65 000
Recrutement Totem inc.	2013	S	-	35	-	35
SPB Solutions inc.	2016	M	-	-	1 000	1 000
Télécon inc. (anc. Groupe Telecon)	2011	S	48 389	19 915	-	68 304
Tissus Amalgamated inc.	2015	M	8 944	-	-	8 944
Vins Philippe Dandurand inc.	2015	M	8 250	-	-	8 250
Total Montréal			200 802	30 987	1 215	233 004
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Démolition et excavation Démex inc.	2008	S	-	144	-	144
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 013	-	-	7 013
Groupe Nokamic inc.	2005	S	-	26	-	26
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	457	-	457
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			8 444	627	356	9 427
Fonds						
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	11 738	-	-	11 738
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	87 283	-	-	87 283
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	46 006	-	-	46 006
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	6 595	-	-	6 595
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	5 036	-	-	5 036
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	6 197	-	-	6 197
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	F	2 553	-	-	2 553
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	23 887	-	-	23 887
Total Fonds			189 295	-	-	189 295
Total au coût			721 092	123 512	3 195	847 799

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier
S: Services
IT : Innovations technologiques
F: Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 30 juin 2017.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 30 juin 2017

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations (58,7 %)				
Obligations fédérales et garanties (20,5 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2025-12-15, 1,95 %	5 625	5 583	5 550
	2025-12-15, 2,25 %	10 000	10 238	10 098
	2026-09-15, 1,90 %	22 000	21 595	21 475
Gouvernement du Canada	2020-09-01, 0,75 %	6 400	6 374	6 306
	2022-03-01, 0,50 %	4 000	3 908	3 842
	2025-06-01, 2,25 %	1 500	1 613	1 569
	2026-06-01, 1,50 %	16 400	16 560	16 135
	2027-06-01, 1,00 %	30 000	28 018	27 954
LNH Merrill Lynch Canada inc. ¹	2019-09-01, 1,85 %	850	856	856
	2021-03-01, 1,25 %	59 091	58 916	58 296
Total obligations fédérales et garanties		155 866	153 661	152 081
Obligations provinciales, municipales ou garanties (20,0 %)				
Hydro-Québec	2023-02-15, 2,21 %	20 000	17 677	17 645
	2023-08-15, 2,28 %	10 000	8 700	8 681
	2024-02-15, 2,28 %	48 800	41 990	41 625
	2024-08-15, 2,02 %	14 040	12 165	11 781
Municipal Finance Authority of British Columbia	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 094	2 174
	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 007	3 046
OPB Finance	2026-10-25, 2,98 %	2 330	2 329	2 384
Province de la Nouvelle-Écosse	2025-06-01, 2,15 %	2 500	2 430	2 463
	2027-06-01, 2,10 %	1 500	1 476	1 444
Province de l'Alberta	2026-06-01, 2,20 %	10 000	9 921	9 785
Province de l'Ontario	2022-03-08, 1,35 %	1 150	1 142	1 124
	2022-12-02, 2,01 %	26 800	24 048	23 814
	2025-06-02, 2,53 %	6 000	4 915	4 899
	2026-06-02, 2,40 %	13 600	13 532	13 606
	2027-06-02, 2,60 %	750	748	759
Province de Québec	2024-06-01, 2,46 %	3 000	2 534	2 535
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	700	713	725
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		166 170	149 421	148 490
Obligations d'institutions financières (11,4 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2018-05-08, 1,02 %	2 000	2 000	2 001
	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 041	2 079
	2020-07-14, 1,85 %	2 155	2 153	2 158
Banque de Montréal	2021-10-28, 1,61 %	5 000	4 976	4 905
Banque Nationale du Canada	2020-03-03, 1,74 %	1 300	1 300	1 298
Banque Royale du Canada	2019-04-26, 1,40 %	8 500	8 507	8 477
	2019-07-17, 3,04 %	1 250	1 267	1 272
	2021-09-13, 1,58 %	1 675	1 670	1 641
	2022-03-02, 1,97 %	5 250	5 237	5 209
	2023-12-05, 2,33 %	2 500	2 500	2 496
Banque Scotia	2018-03-22, 2,24 %	75	75	75
	2021-12-02, 1,90 %	1 700	1 700	1 685
Banque Toronto-Dominion	2023-07-18, 1,91 %	14 300	14 145	13 990
bcIMC Realty Corp	2026-12-31, 3,00 %	600	600	610
Caisse centrale Desjardins	2020-03-02, 1,75 %	5 400	5 379	5 393

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations d'institutions financières (suite)				
CI Financial	2021-10-25, 2,78 %	1 700	1 700	1 710
Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers	2018-11-29, 2,93 %	400	400	406
	2019-02-21, 2,81 %	2 500	2 530	2 538
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	250	270	280
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2025-03-09, 3,53 %	900	900	914
	2026-03-01, 3,29 %	1 000	1 000	988
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2022-06-20, 3,60 %	1 175	1 199	1 220
	2023-02-07, 3,20 %	1 500	1 538	1 525
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 324	2 418
Financière Sun Life	2019-07-02, 5,70 %	1 000	1 022	1 076
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	439
First Capital Realty	2023-10-30, 3,90 %	1 700	1 726	1 777
Fonds de placement immobilier Riocan	2022-05-30, 3,75 %	775	775	809
Granite Real Estate Investment Trust	2023-09-30, 3,87 %	1 000	1 000	1 008
Honda Canada Finance	2022-07-15, 2,27 %	525	527	524
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	2022-02-23, 2,64 %	300	300	301
Intact Financial Corporation	2027-03-07, 2,85 %	1 600	1 600	1 564
John Deere Canada Funding	2020-07-13, 1,60 %	2 250	2 248	2 230
	2020-09-17, 2,05 %	750	756	752
Société Financière Daimler Canada	2021-07-08, 1,91 %	1 000	996	989
Société Financière IGM	2019-04-08, 7,35 %	1 850	1 942	2 016
Société financière Wells Fargo Canada	2023-01-24, 3,46 %	1 200	1 276	1 268
Toyota Credit Canada	2020-02-19, 1,80 %	2 450	2 449	2 448
	2020-05-20, 2,05 %	1 400	1 400	1 406
Ventas Canada	2023-02-15, 2,55 %	300	300	296
Total obligations d'institutions financières		83 830	84 128	84 191
Obligations de sociétés (6,8 %)				
Algonquin Power & Utilities Corp.	2022-02-15, 4,65 %	750	774	810
Alliance Pipeline	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 036	1 047
AltaGas	2024-10-15, 3,84 %	1 000	1 040	1 042
AltaLink	2023-11-06, 3,67 %	1 000	1 023	1 082
	2026-02-28, 2,75 %	1 625	1 634	1 651
Bell Canada	2022-12-22, 3,35 %	2 700	2 843	2 812
	2026-05-12, 2,90 %	3 000	2 962	2 964
BMW Canada	2021-06-15, 1,83 %	1 400	1 395	1 385
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	1 053	1 070	1 143
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 892
Brookfield Renewable Energy	2025-03-02, 3,75 %	750	750	775
Bruce Power LP	2021-06-23, 2,84 %	300	300	305
Canadian Natural Resources	2020-08-14, 2,89 %	2 000	2 024	2 024
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	756	812
Chartwell Résidences pour Retraités	2023-10-11, 3,79 %	200	200	199
Enbridge	2019-02-22, 4,10 %	1 000	1 017	1 035
	2019-09-02, 4,77 %	60	63	63
	2022-12-05, 3,19 %	400	390	410
Enercare Solutions	2020-02-03, 4,60 %	400	416	419
	2023-12-21, 3,99 %	600	600	613
Fortis	2023-10-12, 2,85 %	1 030	1 030	1 041
FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250	264

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations de sociétés (suite)				
Hydro One	2019-11-18, 1,48 %	500	500	498
	2020-04-30, 1,62 %	2 000	1 993	1 995
	2021-02-24, 1,84 %	600	600	598
Inter Pipeline	2023-07-13, 2,61 %	125	125	124
	2024-02-18, 2,73 %	1 000	1 000	990
	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	1 007
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	314	326
Magna International Inc.	2022-11-15, 3,10 %	1 000	1 000	1 031
North West Redwater Partnership	2022-01-23, 2,10 %	1 000	987	991
Pembina Pipeline Corporation	2023-11-22, 2,99 %	700	700	697
	2026-05-11, 3,71 %	1 150	1 177	1 172
Reliance	2019-03-15, 5,19 %	1 600	1 647	1 664
	2020-09-15, 3,81 %	700	702	716
Rogers Communications	2023-12-13, 4,00 %	800	797	860
Saputo	2022-05-13, 1,94 %	1 000	1 000	982
	2023-09-21, 2,83 %	1 500	1 500	1 516
Sobeys	2023-05-08, 4,70 %	500	519	514
Superior Plus	2017-12-09, 6,50 %	500	524	529
	2020-02-27, 5,25 %	700	727	717
TELUS Corporation	2022-02-28, 2,35 %	4 750	4 727	4 748
	2024-01-02, 3,35 %	300	304	310
Toronto Hydro Corporation	2023-01-10, 2,91 %	1 000	1 021	1 035
TransAlta	2019-11-18, 6,40 %	250	250	265
	2020-11-25, 5,00 %	500	503	518
Videotron	2025-03-15, 5,63 %	1 950	1 935	2 104
West Coast Energy Inc.	2025-09-08, 3,77 %	560	560	588
Total obligations de sociétés		48 978	49 384	50 283
Total obligations		454 844	436 594	435 045
Instruments de marché monétaire (3,6 %)				
Banque de Montréal	2017-09-19, 0,86 %	2 000	1 996	1 996
Banque Nationale du Canada	2017-07-25, 0,96 %	1 600	1 599	1 599
Banque Royale du Canada	2018-02-14, 0,97 %	1 860	1 849	1 849
Banque Scotia	2018-04-05, 1,10 %	2 000	1 983	1 983
Banque Toronto-Dominion	2017-11-03, 0,93 %	2 000	1 993	1 993
Gouvernement du Canada	2017-09-07, 0,52 %	290	290	290
	2017-09-07, 0,53 %	1 150	1 149	1 149
	2017-07-27, 0,54 %	8 000	7 997	7 997
Honda Canada Finance	2017-11-01, 0,95 %	2 000	1 994	1 994
Province de l'Ontario	2017-12-27, 0,74 %	850	847	847
Province de Québec	2017-09-29, 0,85 %	3 000	2 994	2 994
Société de transport de Montréal	2017-08-02, 0,82 %	2 000	1 998	1 998
Total instruments de marché monétaire		26 750	26 689	26 689
Contrats de change (0,2 %)				
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2017-09-29, 1.31351 \$ CA/\$ US	64 100 \$ US	0	1 187
Total contrats de change		64 100 \$ US	0	1 187

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Description	Nombre de parts	Coût \$	Juste Valeur \$	
Fonds d'actions canadiennes (8,3 %)				
Fiducie Fidelity actions canadiennes à faible volatilité	2 437	30 018	30 832	
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	1 428	30 032	31 049	
Total fonds d'actions canadiennes		60 050	61 881	
Fonds d'actions mondiales (14,9 %)				
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité cat. I	4 641	51 975	55 485	
Fonds Desjardins Mondial de dividendes cat. I	2 714	51 315	55 434	
Total fonds d'actions mondiales		103 290	110 919	
Fonds immobilier (11,5 %)				
Fonds CORE Fiera Immobilier	38	41 454	42 660	
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	5 513	40 968	42 252	
Total fonds immobilier		82 422	84 912	
	Nombre d'actions			
Actions privilégiées (2,8 %)				
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 3,80 %	25 000	606	625
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 3,52 %	92 200	2 358	2 281
	Perpétuelle, 4,50 %	48 600	1 193	1 227
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	398
Banque Toronto-Dominion	Perpétuelle, 3,70 %	2 100	41	51
	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	898	1 023
Brookfield Asset Management	Perpétuelle, 4,40 %	30 000	480	678
	Perpétuelle, 4,75 %	23 800	466	538
	Perpétuelle, 4,80 %	20 000	519	478
Canadian Utilities	Perpétuelle, 4,50 %	30 000	747	811
	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	1 018	975
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 0,53 %	73 200	1 853	1 098
	Perpétuelle, 4,20 %	29 700	757	686
	Perpétuelle, 6,00 %	70 000	1 863	1 809
Financière Manuvie	Perpétuelle, 3,90 %	56 300	1 274	1 228
	Perpétuelle, 4,00 %	9 100	225	213
	Perpétuelle, 4,50 %	35 900	867	809
	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	375	405
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,50 %	25 000	565	559
	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 434
Great-West Lifeco	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	1 014
	Perpétuelle, 4,85 %	44 700	1 059	1 061
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	347
Intact Financial Corporation	Perpétuelle, 3,33 %	45 600	1 119	1 018
Total actions privilégiées		21 486	20 766	
Total autres investissements (100,0 %)		730 531	741 399	

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Au 30 juin 2017

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	50,00				
Capital croissance PME s.e.c.					
Abitibi-Témiscamingue					
2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)		-	-	41	41
9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)		-	37	-	37
9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)		-	50	-	50
Abitibi Géophysique inc.		-	224	-	224
Centre du ressort Lamarche inc.		-	17	-	17
Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	97	-	97
Hôtel Forestel Val d'Or inc.		-	840	-	840
Integra Gold Corp.		45	-	-	45
Location Lauzon inc.		-	120	-	120
Ressources Cartier inc.		83	-	-	83
Total Abitibi-Témiscamingue		128	1 385	41	1 554
Bas-Saint-Laurent					
9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Québec inc.)		-	119	-	119
Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)		-	-	10	10
Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)		-	-	62	62
Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)		-	-	342	342
Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.		-	-	65	65
Total Bas-Saint-Laurent		-	119	479	598
Capitale-Nationale					
9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)		-	97	-	97
Alimentation Francis Gravel inc.		-	43	-	43
Collection Papillon Gemme inc.		-	-	20	20
Éditions Gladius International inc.		-	-	37	37
LA VUE par Laforce inc.		-	-	90	90
LA VUE Pierre-Bertrand inc.		-	-	43	43
LA VUE Thetford Mines inc.		-	-	35	35
Pavages Nordic inc.		-	275	-	275
Planifika inc.		-	-	162	162
Radio-Onde inc.		750	-	-	750
Total Capitale-Nationale		750	415	387	1 552
Centre-du-Québec					
2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)		-	-	510	510
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		-	111	-	111
9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)		-	-	365	365
Fromagerie L'Ancêtre inc.		-	214	-	214
Total Centre-du-Québec		-	325	875	1 200

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Chaudière - Appalaches				
	3R Com inc. (8580430 Canada inc.)	-	129	-	129
	Autobus Fleur de Lys inc.	-	-	132	132
	Décoplex inc.	-	-	308	308
	Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)	-	-	81	81
	Fenêtres Sélection inc.	-	71	-	71
	Gesdix inc.	-	167	-	167
	Humaco Acoustique inc. (anc. Gyptech Acoustique inc.)	-	158	-	158
	Investissements Mika inc. (Les)	-	-	279	279
	Plomberie Ste-Croix inc.	-	-	10	10
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-	250
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	350	350
	Ultima Fenestration inc.	-	-	110	110
	Umano Medical inc.	-	110	-	110
	Total Chaudière - Appalaches	250	635	1 270	2 155
	Côte-Nord				
	9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)	600	-	-	600
	9304-8254 Québec inc.	404	-	-	404
	Benoit Vigneault ltée	-	-	62	62
	Carrosserie Baie-Comeau inc.	-	-	94	94
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	96	96
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	62	62
	Entreprises G.M. Mallet inc. (les)	-	-	110	110
	Express Havre St-Pierre ltée	-	-	93	93
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	156	-	156
	Santerre Électrique inc.	-	26	193	219
	Sécurgence inc.	-	203	-	203
	Total Côte-Nord	1 004	385	710	2 099
	Estrie				
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM ltée)	459	-	-	459
	Certi Auto inc.	-	-	235	235
	Innotex inc.	-	228	-	228
	L.P. Royer inc.	-	752	-	752
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	500	-	500
	Plastech inc.	-	-	60	60
	S.E.2 inc.	125	-	-	125
	Total Estrie	584	1 480	295	2 359
	Fonds				
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	582	-	-	582
	Total Fonds	582	-	-	582

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	Ateliers CFI Métal inc. (Les)	-	138	-	138
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	138	-	138
	Laval				
	8376905 Canada inc. (Paramédie)	-	231	-	231
	Total Laval	-	231	-	231
	Mauricie				
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	189	189
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	75	-	105	180
	Investissements Bédard-Hallé inc.	-	-	659	659
	Louis Lafrance & fils ltée	-	17	-	17
	Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	-	421	-	421
	Résidence Le Soleil Levant inc.	-	82	-	82
	Total Mauricie	75	520	953	1 548
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	770	770
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	75	-	75
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	770	770
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	90	-	90
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	285	285
	C.R.S./Vamic inc.	-	4	-	4
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)	-	-	1 100	1 100
	Comax, coopérative agricole	1 400	-	-	1 400
	Énergie P38 inc.	-	-	150	150
	Fibres Serden inc. (Les)	-	58	-	58
	Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	1 016	1 016
	Hygie Canada inc.	-	-	483	483
	Industries M.R. inc. (Les)	-	-	131	131
	Plomberie St-Luc inc.	-	480	-	480
	Pneus Langelier inc.	-	4	-	4
	Total Montérégie	1 400	711	4 705	6 816

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 223	-	1 223
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)	-	-	900	900
	9273-3443 Québec inc. (CLS Info)	-	32	-	32
	Aéronav inc.	-	72	-	72
	Alta Précision inc.	1 250	-	850	2 100
	Balcon Idéal inc.	-	289	-	289
	Chaussures STC inc. (Les)	250	-	741	991
	Cime Décor inc.	-	-	351	351
	CTA de Negotium	-	903	-	903
	DEK Canada inc.	-	722	-	722
	Ge-ber Transport inc.	-	-	127	127
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	57	57
	LVL Studio inc.	625	-	756	1 381
	M.C. Crystal inc.	-	-	35	35
	Senez & Associés CPA inc.	-	-	167	167
	Sid Lee inc.	-	-	576	576
	Source Évolution inc.	358	-	494	852
	Total Montréal	2 483	3 241	5 054	10 778
	Nord-du-Québec				
	9223-3196 Québec inc. (Rona)	-	156	-	156
	Corporation Éléments Critiques	13	-	-	13
	Exploration Midland inc.	77	-	-	77
	Némaska Lithium inc.	9	-	-	9
	Ressources GéoMégA inc.	20	-	-	20
	Total Nord-du-Québec	119	156	-	275
	Outaouais				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	300	-	500	800
	Jacques Poirier et Fils Ltée	-	-	142	142
	Total Outaouais	300	-	642	942

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	363	363
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	600	-	167	767
	8439117 Canada inc. (Récupère Sol)	-	481	-	481
	9244-7770 Québec inc. (Voie Maltée)	-	-	158	158
	Ambulance Médilac inc.	-	89	-	89
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	51	51
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	150	460	-	610
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	56	-	56
	Denis Lavoie & fils ltée	-	-	281	281
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	79	79
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)	-	-	292	292
	Location A.L.R. inc.	198	-	-	198
	Matelas Lion d'or inc.	-	24	-	24
	Messagerie du Fjord inc.	-	312	-	312
	Métatube (1993) inc.	-	169	-	169
	Sécuor inc.	-	172	-	172
	Sports Guy Dumas inc.	36	-	-	36
	Théka Industries inc.	-	180	-	180
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	984	1 943	1 391	4 318
		8 659	11 684	16 802	37 145
	Fonds engagés mais non déboursés				386
	Total Capital croissance PME s.e.c.				37 531

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c.	50,00			
	Abitibi-Témiscamingue				
	9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)	800	896	-	1 696
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	-	23	23
	9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)	-	165	-	165
	9308-7294 Québec inc. (Service Mécanique Gilbert inc.)	-	-	86	86
	Abitibi Géophysique inc.	-	146	-	146
	Ace services mécaniques inc.	-	86	-	86
	Agence de sécurité Mirado inc.	-	92	-	92
	Autobus Maheux ltée (Les)	-	1 200	-	1 200
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	53	-	53
	Construction Gaston Proulx et Frères inc.	-	75	170	245
	Gestion Martin Dandurand inc.	-	93	-	93
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	217	-	217
	Menuiserie Jalbert inc.	-	125	-	125
	Probe Metals inc. (anc. Adventure Gold inc.)	88	-	-	88
	Ressources Cartier inc.	38	-	-	38
	Ressources Falco ltée	61	-	-	61
	Ressources minières Radisson inc.	52	-	-	52
	Ressources Yorbeau inc. (Les)	52	-	-	52
	Total Abitibi-Témiscamingue	1 091	3 148	279	4 518
	Bas-Saint-Laurent				
	9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)	-	-	174	174
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)	-	159	-	159
	Bouffard Sanitaire inc.	-	-	368	368
	Gestion AFM-Séma inc.	512	250	-	762
	Gestion Brasa inc.	-	298	1 500	1 798
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	-	99	99
	Location Jesna inc.	-	-	190	190
	Total Bas-Saint-Laurent	512	707	2 331	3 550

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00				
	Capitale-Nationale					
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	271		271
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	196	-		196
	9348-0648 Québec inc. (Gestion C.C. Blouin inc.)	-	-	175		175
	Capilex-Beauté ltée	-	-	547		547
	DMB Distribution alimentaire inc.	1 313	300	-		1 613
	Entreprises Pol R inc.	2 363	-	-		2 363
	Lasertech industries inc.	-	300	-		300
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	2 017		2 017
	Menuiserie R. Légaré inc.	-	-	192		192
	Multi Options Nursing inc.	-	196	-		196
	Panthera Dental inc.	-	200	-		200
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	412	-		412
	Total Capitale-Nationale	3 676	1 604	3 202		8 482
	Centre-du-Québec					
	9324-9605 Québec inc. (Préscolaire Vision)	83	-	-		83
	Advantag Canada inc.	-	100	447		547
	Davinci Compass inc.	-	-	443		443
	Distribution Pro-Excellence	-	450	-		450
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	147	-		147
	Lacal Technologie inc.	-	345	-		345
	NMédia Solutions inc.	-	119	-		119
	Reflec inc.	-	419	-		419
	Sipromac II inc.	-	-	341		341
	Total Centre-du-Québec	83	1 580	1 231		2 894
	Chaudière - Appalaches					
	9333-1460 Québec inc. (Résidence intermédiaire Fortier)	-	144	-		144
	Acriart inc.	-	-	110		110
	Équipements Supérieurs inc.	-	614	-		614
	F. Charest ltée	-	858	-		858
	Groupe Audaz inc.	-	150	-		150
	Humaco Acoustique inc. (anc. Gyptech Acoustique inc.)	-	196	-		196
	I. Thibault Inc.	-	225	-		225
	Industries et équipements Laliberté ltée (Les)	-	642	-		642
	Productions Horticoles Demers (Les)	187	-	-		187
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	-	75		75
	Total Chaudière - Appalaches	187	2 829	185		3 201

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Côte-Nord				
	9074-9664 Québec inc.	-	-	114	114
	9160-7671 Québec inc. (Pétroles MB)	-	200	-	200
	Caroline Tremblay, CPA inc.	-	-	147	147
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	125	125
	Total Côte-Nord	-	200	386	586
	Estrie				
	2731-1471 Québec inc. (Les Fruits et légumes de l'Estrie)	-	184	-	184
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM ltée)	-	240	-	240
	Éco-Pak inc. (9316-3251 Québec inc.)	-	-	600	600
	Industries C.P.G. Gagné ltée	-	127	-	127
	Innotex inc.	-	225	-	225
	Khrome Produit - Transport (KPT) inc.	-	381	-	381
	Nautic & Art inc.	-	-	422	422
	Palettes Perron inc.	-	250	-	250
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	125	-	125
	Réparations SOS Lift inc.	-	-	100	100
	S.E.2 inc.	25	-	-	25
	Sherlic inc.	350	-	-	350
	Spécialités industrielles Sherbrooke inc.	-	123	-	123
	Total Estrie	375	1 655	1 122	3 152
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)	-	-	198	198
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-	198	198
	Lanaudière				
	9350-9776 Québec inc. (Cryos Technologies Inc.)	732	418	-	1 150
	Artotech Intégration inc.	-	122	-	122
	Centre Nouvelle-Vie (Pavillon Lanaudière)	-	-	292	292
	Produits de Métal Pointech inc.	-	-	250	250
	Total Lanaudière	732	540	542	1 814
	Laurentides				
	9317-5602 Québec inc. (Marché Leblanc inc.)	-	500	-	500
	Alimenteurs Orientech inc.	-	187	-	187
	Entreprise Technoflex ESR inc.	350	413	-	763
	Jean-Jacques Campeau inc.	2 000	-	-	2 000
	Total Laurentides	2 350	1 100	-	3 450

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00				
	Laval					
	Aliments Marina Del Rey inc.	-	444	-		444
	Groupe Lumain inc.	-	-	2 140		2 140
	Norseco inc.	-	484	-		484
	Total Laval	-	928	2 140		3 068
	Mauricie					
	9256-9037 Québec inc.	-	-	128		128
	Aliments Prémont inc.	-	291	-		291
	Maison Isabelle inc.	-	225	-		225
	Placements Le Belvédère inc.	-	1 043	375		1 418
	Total Mauricie	-	1 559	503		2 062
	Montérégie					
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	525		525
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	525		525
	9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	-	1 500	-		1 500
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	250	-		250
	Acema Importations inc.	-	162	-		162
	Alarme S.P.P. inc.	-	-	129		129
	Autobus Dufresne inc.	-	150	-		150
	Brosses Lacasse inc. (Les)	-	-	192		192
	Constructions 3P inc.	-	430	-		430
	Contek Shilstone inc.	-	525	-		525
	Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)	-	240	-		240
	Galenova inc. et Gentès et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	1 000		1 000
	Groupe Bertrand Éditeurs inc.	-	-	262		262
	Groupe Grégor inc.	-	-	1 250		1 250
	Groupe Helios inc.	1 500	984	-		2 484
	Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)	-	302	-		302
	Industries B. Rainville inc.	-	-	400		400
	Logicmed inc.	-	-	325		325
	MTL Technologies inc.	-	448	-		448
	Placements F.I. inc.	-	442	-		442
	Pro Action Diesel inc.	-	-	255		255
	Rotoplast inc.	-	550	-		550
	Total Montérégie	1 500	5 983	4 863		12 346

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	3236013 Canada inc. (Planète Mobile)	-	-	500	500
	9041-9680 Québec inc. (Alco Transport)	-	125	-	125
	9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)	-	-	238	238
	9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)	-	-	169	169
	C.R.H. Oral Design inc.	-	425	-	425
	C.T.M. Adhesive inc.	-	707	-	707
	Datsit Studios inc.	-	230	-	230
	Éditions Info Presse inc.	-	394	-	394
	Exploration Azimut inc.	100	-	-	100
	Exploration Khalkos inc.	50	-	-	50
	Faspac Plastiks inc.	-	500	-	500
	Groupe Bugatti inc. (Le)	-	1 500	-	1 500
	Groupe Gorski ltée	-	1 000	-	1 000
	Hibernum Créations inc.	-	1 650	-	1 650
	JSS Recherche Médicale inc.	2 000	467	-	2 467
	Leeza Distribution inc.	500	1 000	-	1 500
	Masdel inc.	725	1 338	-	2 063
	Oboxmedia inc.	-	381	-	381
	Refitech international inc.	-	-	293	293
	TV5 Québec Canada	-	-	1 075	1 075
	Total Montréal	3 375	9 717	2 275	15 367
	Nord-du-Québec				
	Corporation aurifère Monarques	32	-	-	32
	Corporation Tomagold	80	-	-	80
	Entreprises minières du Nouveau Monde	111	-	-	111
	Exploration Dios inc.	16	-	-	16
	Exploration Midland inc.	75	-	-	75
	Ressources Beaufield inc.	17	-	-	17
	Ressources GéoMégA inc.	164	-	-	164
	Ressources Sirios inc.	144	-	-	144
	Total Nord-du-Québec	639	-	-	639

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	130395 Canada Inc. (Nordex inc.)	1 875	-	-	1 875
	2526-0100 Qc inc. (Terrassement J. Fortin)	-	-	442	442
	2737-2895 Québec Inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	191	191
	2956-7062 Québec inc. (NAPA La Baie)	-	88	-	88
	9165-8021 Québec inc. (Transport R.C.I.)	-	200	-	200
	9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)	-	-	111	111
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	56	56
	9283-9034 Québec inc. (Pexal Tecalum Canada)	-	182	-	182
	9328-9486 Québec inc.	390	309	-	699
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	246	246
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	135	-	135
	Communications Télésignal inc.	338	-	-	338
	DERYtelecom inc.	-	-	2 500	2 500
	Équipements Villeneuve inc.	-	500	-	500
	Fenêtres Réjean Tremblay inc. (Les)	-	340	-	340
	Flash Néon inc. - Enseignes Ste-Marie	-	-	183	183
	Foresco Holding inc.	-	250	-	250
	Gestion R. et G.G. inc.	2 000	-	-	2 000
	Imprimeurs Associés ICLT-Commerciale inc. (Les)	-	150	-	150
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	151	-	151
	Mermax inc.	-	-	186	186
	Messagerie du Fjord inc.	-	40	-	40
	Sécuor inc.	-	210	-	210
	Taimi R & D inc.	-	257	-	257
	Transport Réal Villeneuve inc.	-	275	-	275
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 603	3 087	3 915	11 605
		19 123	34 637	23 172	76 932
	Fonds engagés mais non déboursés				5 429
	Total Capital croissance PME II s.e.c.				82 361

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances \$		
		\$	Prêts et avances \$			
1-12-2016	Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49				
	7525443 Canada inc. (Inflotrox)		362	197	-	559
	9088-9148 Québec inc. (Usinage SM)		-	71	-	71
	9274-4192 Québec inc. (Boisaco)		758	-	-	758
	9493662 Canada inc. (Ananda Devices)		-	70	-	70
	Achronix Semiconductor Corporation		-	-	-	-
	Airex Énergie inc.		545	-	204	749
	Alaya Soins inc.		-	70	-	70
	Albert Perron inc.		695	-	-	695
	AxesNetwork Solutions inc.		1 933	-	-	1 933
	Biocéan Canada inc.		273	54	-	327
	Biomomentum inc.		-	79	-	79
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.		-	38	-	38
	CmLabs Simulations inc.		817	-	-	817
	Laboratoires Delve inc.		-	209	-	209
	E2Metrix inc.		272	-	50	322
	EMcision International inc.		-	70	-	70
	Emerillon Capital s.e.c.		5 120	-	-	5 120
	Emovi inc.		-	71	-	71
	Éocycle Technologies inc.		1 305	-	-	1 305
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)		305	-	-	305
	Groupe Icible inc.		-	163	-	163
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group		-	236	-	236
	Gullivert Technologies inc.		109	-	-	109
	Hortau inc.		-	-	318	318
	Imagia Cybernétique inc.		648	-	637	1 285
	Indalo Studio inc.		-	35	-	35
	Innomalt inc.		-	170	-	170
	Ionodes inc.		316	-	-	316
	Laboratoire M2 inc.		-	545	-	545
	Laserax inc.		-	654	-	654
	LeddarTech inc.		831	-	136	967
	LVL Global inc.		191	-	368	559
	Mayer Intégration inc.		-	97	-	97
	nGUVU Technologies inc.		817	-	-	817
	Ocera Therapeutics inc.		94	-	-	94
	Optina Diagnostiques inc.		-	70	-	70
	OptoSecurity inc.		-	100	-	100
	Prevtec Microbia inc.		1 174	136	-	1 310
	Produits forestiers LAMCO inc.		311	-	-	311
	Rekruti Solutions inc.		-	138	-	138
	Ressources Nippon Dragon inc.		255	-	-	255
	Société de gestion de projets Ecotierra inc.		-	147	-	147
	Solutions Interactives de validation 88 inc.		272	180	-	452
	SweetIQ Analytics Corp.		545	-	545	1 090
	Technologies Innovatrices d'imagerie inc.		817	-	-	817
	Technologies Inocucor inc.		768	-	681	1 449

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2016	Desjardins – Innovatech S.E.C. (suite)	54,49			
	Technologies Intelia inc.	234	-	-	234
	Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	-	141	-	141
	TSO3 inc.	772	-	-	772
	Vantrix Corporation	-	-	-	-
	VIMAC Early Stage Fund L.P.	610	-	-	610
		<u>21 149</u>	<u>3 741</u>	<u>2 939</u>	<u>27 829</u>
	Fonds engagés mais non déboursés				<u>9 484</u>
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.				<u>37 313</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2017

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2016	Société en commandite Essor et Coopération	94,55				
	Agropur Coopérative	4 727	-	-		4 727
	Central Café - Coop de solidarité	189	-	-		189
	Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	4 727	-	-		4 727
	Club coopératif de consommation d'Amos	946	-	-		946
	Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis	-	829	-		829
	Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	-	245	-		245
	Coopérative forestière de Petit Paris	-	946	-		946
	Coopérative Vision-Éducation	756	-	-		756
	Fédération des coopératives funéraires du Québec	419	-	-		419
	Fédération québécoise des coopératives forestières	364	-	-		364
	La Coop fédérée	4 727	-	-		4 727
	La Coop Uniforce	946	-	-		946
	Magasin Général Saint-Fidèle, Coop de solidarité	-	54	-		54
	Unicoop Coopérative agricole	1 418	-	-		1 418
	Vivaco Groupe coopératif	946	-	-		946
		20 165	2 074	-		22 239
	Fonds engagés mais non déboursés					6 132
	Total Société en commandite Essor et Coopération					28 371

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

